

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

**Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :**
Pour la Suisse, fr. 4.
Les abonnements pris auprès des
bureaux de poste paient une surtaxe
de 20 cent.

**L'émancipation des travailleurs
doit être l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes.**

**Abonnements pour le semestre
juillet-décembre 1873 :**
Allemagne, fr. 5»30. — Amérique,
fr. 8. — Angleterre, fr. 6»60. — Belgi-
que, fr. 5»30. — Espagne, 6»60. — France,
fr. 20. — Hollande, fr. 6»10. — Italie,
fr. 4»80.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 8 NOVEMBRE 1873.

M. Engels et les ouvriers espagnols.

Le *Volksstaat* continue son œuvre de démoralisation et de calomnie. Il vient de publier deux articles de M. Engels (1) sur l'insurrection d'Espagne, articles destinés uniquement à jeter de la boue aux ouvriers espagnols et à les tourner en ridicule. Les ouvriers espagnols, selon M. Engels, sont des lâches et des imbéciles; les uns n'ont pas osé se battre, les autres n'ont pas su se battre; et il raconte à sa façon les événements d'Alcoy, de Cordoue, de Séville, de Cadix, de San Lucar, etc., versant à pleines mains le fiel et l'injure. Et tout cela pourquoi? parce que les ouvriers espagnols ont prononcé, comme ceux de presque toute l'Europe, la déchéance du Conseil général de New-York et ont rejeté les résolutions de La Haye. La rancune toute personnelle de M. Engels est si violente à ce sujet, qu'elle lui fait perdre toute pudeur et, disons-le, toute prudence: il jette le masque, il se délecte à raconter les victoires de la réaction et les défaites des révolutionnaires, il triomphe de voir ces ouvriers espagnols, qui avaient osé se révolter contre Marx, châtiés et fusillés comme ils le méritent par les sicaires de la bourgeoisie. Il faut avoir lu ces pages incroyables pour savoir à quel degré d'aberration morale la haine et l'esprit de vengeance peuvent conduire un homme.

Comme en Espagne très peu de personnes peuvent lire l'allemand, nous traduisons quelques-uns des passages des odieux articles de M. Engels, afin que les organes de l'Internationale en Espagne puissent les mettre sous les yeux de leurs lecteurs.

M. Engels porte d'abord sur la situation économique et politique de l'Espagne, et sur la ligne de conduite que doit y suivre le prolétariat, un juge-

ment qui vaut la peine d'être traduit tout entier. On y verra dans tout leur jour les doctrines de l'école de Marx.

« L'Espagne est un pays si retardé sous le rapport de l'industrie, qu'il ne peut y être question d'une émancipation *immédiate* des travailleurs. Avant d'en arriver là, l'Espagne devra passer encore par bien des phases de développement et lutter contre toute une série d'obstacles. La république fournissait le moyen de traverser ces phases le plus rapidement possible et d'écarter plus vite ces obstacles. Mais pour cela il fallait que le prolétariat espagnol se lançât résolument dans la *politique*. La masse des ouvriers le sentait bien; partout elle demandait à ce que l'on prit part à ce qui se passait, que l'on profitât des occasions d'agir, au lieu de laisser, comme précédemment, le champ libre aux intrigues des classes possédantes. Le gouvernement ordonna des élections pour les Cortès constituantes. Qu'allaient faire les *alliancistes*? (1) Ils avaient prêché depuis des années qu'on ne devait prendre part à aucune révolution qui n'aurait pas pour but l'émancipation immédiate des travailleurs; que toute action politique était une acceptation du principe de l'Etat, source de tout mal, et que la participation à une élection était un péché mortel. »

Voilà qui est clair: les marxistes n'ont pas pour but l'émancipation *immédiate* du prolétariat; ils ne la croient pas réalisable; ce qu'ils rêvent, c'est une phase intermédiaire, dans laquelle les travailleurs ne seraient pas encore émancipés, mais où, par contre, le pouvoir politique enlevé aux possesseurs actuels, aurait passé aux mains de Marx et de ses amis. Et nous, qui ne voulons faire de révolution qu'à la condition de réaliser l'émancipation immédiate et complète du travail, nous qui ne voulons pas plus de la domination de Messieurs les socialistes autoritaires que de celle de la bourgeoisie, on nous traite de fous, d'idiots ou de lâches; bien heureux quand on ne nous appelle pas *bonapartistes*, comme l'autre jour.

Venant ensuite au récit des événements qui

(1) L'ami le plus intime de Marx, quelque chose comme ce que Barthélemy Saint-Hilaire est à M. Thiers.

(1) C'est ainsi que M. Engels et ses amis appellent les internationaux espagnols.

se sont passés dans chaque ville d'Espagne, et commençant par Barcelone, M. Engels attribue l'inaction des ouvriers de cette ville à l'attitude des anciens membres de l'Alliance : ce sont eux qui ont empêché les ouvriers de Barcelone d'agir ! — Voilà ce qu'on ose imprimer dans le *Volksstaat*, pendant que tout le monde sait qu'à Barcelone, les seuls qui aient agi, et agi *les armes à la main*, sont précisément les anciens membres de l'Alliance; ainsi c'est le compagnon Vinas qui s'est emparé de l'hôtel de ville à la tête d'une poignée d'*alliancistes* et s'y est maintenu pendant plusieurs jours malgré l'apathie de beaucoup d'ouvriers qui, travaillés par les amis de Castelar et par ceux de Marx, refusaient de s'associer à une révolution, sous prétexte qu'on avait la république et que cela suffisait.

Quant aux événements d'Alcoy, M. Engels fait tout ce qu'il peut pour les tourner en ridicule. Il montre d'une part les ouvriers au nombre de cinq mille, et d'autre part seulement 32 gendarmes; il se moque de ce combat de vingt heures, où 5000 hommes ne viennent à bout d'en vaincre 32 que parce que ces derniers n'avaient plus de munitions; et il plaisante agréablement sur le nombre des morts parmi les ouvriers, qui ne s'élève qu'à dix; il trouve que c'est trop peu et ajoute que les ouvriers d'Alcoy agissent selon le précepte de Falstaff, qui pensait que « la prudence est la meilleure partie du courage. »

Peut-on voir quelque chose de plus révoltant que ces froides railleries sur des cadavres? M. Engels est un riche manufacturier retiré des affaires; il est habitué à regarder les ouvriers comme de la chair à machine et de la chair à canon; cela explique ses doctrines et son style.

Nous ne referons pas, à ce propos, le récit des événements d'Alcoy; ils sont trop connus. On sait que les ouvriers n'avaient pour toutes armes qu'environ un millier de fusils de tout système et de tout calibre; ils manquaient de munitions; leurs adversaires les bourgeois, aidés de la police municipale, bien armés, bien barricadés, occupaient l'hôtel de ville et les maisons avoisinantes; pour les déloger, on dut brûler plusieurs maisons, et M. Engels trouve encore moyen de faire une plaisanterie à ce sujet.

A propos de l'insurrection des villes d'Andalousie, dirigée par les intransigents et à laquelle prirent part en quelques endroits les internationaux, M. Engels s'attache à montrer les ouvriers espagnols comme des lâches, qui se rendent sans combat ou qui ne font qu'un simulacre de résistance; il nous montre le général Pavia entrant successivement et presque sans coup férir à Cordoue, à Séville, à Cadix, à Malaga, à Grenade. On sait cependant quelle énergique résistance il rencontra partout où il y avait des internationaux mêlés au mouvement; les internationaux, les *alliancistes*, furent les seuls qui se battirent sérieusement. Ce sont 300 *alliancistes* qui ont tenu tout un jour en échec dans les murs de Séville l'armée de Pavia, et celui-ci a rendu hommage à leur héroïsme dans

son rapport officiel, où il dit : « Les insurgés de Séville se sont battus comme des lions. »

Après avoir raconté, avec une satisfaction qui perce à chaque ligne, les victoires de l'armée du gouvernement sur les socialistes andalous, M. Engels change tout à coup de ton, il embouche la trompette épique, il s'apprête à célébrer des exploits mémorables : il va parler de Valence ! Et pourquoi ce changement soudain : pourquoi admire-t-il si fort Valence, quand il n'a su trouver que des injures pour Alcoy ? pourquoi les défenseurs de Valence sont-ils des héros, tandis que ceux de Séville sont des lâches ? Voici le mot de l'énigme. M. Engels, trompé par de faux rapports, nous dit que la majorité des internationaux de Valence sont *marxistes*; aussi va-t-il exalter leur valeur et la mettre en contraste avec la couardise des *alliancistes*.

« Les correspondants des journaux anglais, » dit M. Engels, ont parlé des insurgés de Valence avec un respect qu'ils sont loin d'accorder à ceux des autres villes soulevées; ils louent leur discipline virile, l'ordre qui régnait dans la ville, et ils ont prévu des combats opiniâtres et une longue résistance. Ils ne se trompaient pas. Valence, une ville ouverte, a tenu contre les attaques de la division Martinez Campos du 26 juillet au 8 août, par conséquent sa résistance a duré plus longtemps que celle de l'Andalousie toute entière. »

M. Engels a bien raison de louer le courage des ouvriers valençois; seulement nous devons lui apprendre que ses renseignements quant à leur *marxisme* sont complètement mensongers. Les marxistes forment à Valence un groupe insignifiant d'une douzaine d'hommes, et la fédération ouvrière locale est *allianciste* comme toutes celles d'Espagne et paie ses cotisations à la commission fédérale espagnole : elle se compose, selon le mémoire présenté au Congrès de Genève par cette commission, des sections suivantes : ouvriers en fer, maçons, charpentiers, ouvriers en peaux, peintres, tisseurs en soie, passementiers, tisseurs en laine, éventailistes, cordiers, constructeurs de pianos, typographes, teinturiers, sculpteurs, cordonniers et métiers divers. Ce sont donc les membres de seize sections *alliancistes* qui se sont battus si bravement contre l'armée de Martinez Campos. Ajoutons que le membre le plus influent de la junte révolutionnaire de Valence a été le compagnon Rosell, bien connu comme ancien membre de l'Alliance.

On voit que M. Engels, s'il veut être conséquent, est tenu de rétracter les éloges qu'il a donnés aux ouvriers valençois, maintenant qu'il lui est prouvé que ce ne sont pas des *marxistes*.

L'article se termine par des railleries sur les intransigents de Carthagène. Mais qu'y a-t-il de commun entre les ouvriers espagnols et les aventuriers politiques qui se sont emparés de cette ville ? Veut-on rendre l'Internationale responsable de ce qui s'y passe ? Oui, pour servir le plan de M. Engels, il faut qu'il en soit ainsi. Bien plus : M. Engels a découvert le véritable chef des intran-

sigents de Carthagène, celui qui mène toute l'affaire : c'est, — le croiriez-vous ? — c'est... Bakounine !

Il paraît — ce sont les journaux bourgeois qui le racontent — que les intransigents de Carthagène ont armé les forçats du bagne, « 1,800 scélérats, les plus dangereux voleurs et meurtriers de l'Espagne, » dit M. Engels. Eh bien, ajoute notre écrivain, « cette mesure a été conseillée par les bakounistes, cela ne fait aucun doute pour nous. »

Un rédacteur des journaux de police, un bohème du *Figaro* parlerait-il autrement ? Et ces choses-là s'impriment dans le *Volksstaat*, organe des socialistes allemands !

Terminons par un échantillon de la manière dont M. Engels entend cette politique qu'il voudrait voir pratiquée par les ouvriers espagnols. S'agit-il de briser le gouvernement, de détruire l'Etat centralisé et de le remplacer par la fédération des communes ? S'agit-il d'organiser le travail et les forces économiques de bas en haut et non de haut en bas ? Oh non, tout cela M. Engels le repousse, le combat ; c'est une doctrine détestable, c'est ce qu'il appelle du *bakounisme*. Il est adversaire déclaré du fédéralisme.

« Comme les Cortès, au gré de ces Messieurs, tardaient trop à démembrer l'Espagne, dit-il, ils voulurent mettre eux-mêmes la main à l'œuvre et proclamer partout la souveraineté des cantons. Les bakounistes prêchaient depuis des années que toute action révolutionnaire de haut en bas était nuisible, que tout devait se faire et s'organiser de bas en haut. Maintenant s'offre une occasion de réaliser de bas en haut le fameux principe de l'autonomie, du moins pour quelques villes ; on s'empresse d'en profiter. »

M. Engels, ailleurs, prétend que les socialistes espagnols, après avoir théoriquement prêché l'abolition de tout gouvernement, se sont empressés de constituer des gouvernements dans les villes insurgées. M. Engels, qui ne brille ni par la bonne foi, ni par l'intelligence, prend les *juntas révolutionnaires* pour des *gouvernements* ; il confond la *Commune révolutionnaire* avec l'*Etat*, et parce que les internationaux espagnols, dans la lutte, créent une organisation municipale destinée à diriger le combat, il leur crie : Vous rétablissez le gouvernement ! — La belle argumentation que voilà ! A ce compte, les internationaux ne pourront plus avoir ni bureaux de sections ni conseils fédéraux, sous prétexte que ce seraient des gouvernements.

M. Engels sait très bien ce qui constitue un gouvernement ; il sait très bien qu'une délégation temporaire, toujours révocable, et munie d'un mandat dont l'objet est clairement déterminé, n'est pas un gouvernement. Mais à quoi bon discuter contre des adversaires de cette espèce ? Nous avons discuté autrefois, croyant avoir affaire simplement à des socialistes qui différaient de nous sur des points de doctrine. Maintenant nous voyons clairement que les Marx, les Engels et toute leur séquelle, ce n'est pas une école socialiste ayant une doctrine plus ou moins erronée : c'est tout sim-

plement la *réaction*, absolument comme Mazzini, Bismark, Castelar et M. Thiers.

Heureusement que cette réaction-là ne prévaudra pas sur la conscience révolutionnaire des ouvriers. Elle est impuissante, et le sentiment de cette impuissance redouble jusqu'au délire la fureur des intrigants. Laissons-les s'agiter dans le vide ; leur rage ne servira qu'à les discréditer auprès de ceux qui, en Allemagne, ont encore quelque confiance en eux.

Nous avons reçu de la section de propagande de Genève la lettre qu'on va lire, au sujet d'un incident dont nous avons déjà parlé dans un précédent numéro :

Genève, le 3 novembre 1873.

Aux compagnons rédacteurs du *Bulletin de la Fédération jurassienne*.

Compagnons rédacteurs,

Les soussignés, membres de la section de propagande de Genève, ont vu avec peine l'organe des sections belges publier dans ses numéros des 5 et 26 octobre, une correspondance parisienne qui tend à pousser le prolétariat français dans la voie détestable des compromis. Ce fait nous a paru tellement exorbitant, que nous sommes convaincus que ce n'est qu'à la suite d'un malentendu regrettable, que le journal l'*Internationale* s'est fait l'écho des rêveries malsaines d'un correspondant indigne de faire partie de notre Association.

Le *Bulletin* de notre Fédération s'est adressé au conseil fédéral belge et lui a demandé si, oui ou non, les Belges partagent la manière de voir du correspondant de l'*Internationale*.

Malgré la démarche du Comité fédéral jurassien, notre section croit devoir protester directement contre les doctrines émises dans les numéros des 5 et 26 octobre de l'*Internationale*, parce que notre section se compose en majorité de socialistes français, et aussi parce que, à plusieurs reprises, nos adversaires nous ont lâchement calomniés, en nous représentant comme des hommes prêts à s'unir aux bonapartistes pour arriver à la réalisation de leurs projets.

Les soussignés déclarent donc hautement que le parti bonapartiste — et avec lui tous les partis existant en France — sont les ennemis mortels de l'Association internationale des travailleurs, et qu'il serait aussi absurde qu'immoral de contracter avec eux une alliance quelconque.

Nous comptons, compagnons rédacteurs, que vous insérerez cette protestation dans votre plus prochain numéro, car il importe d'apprendre à ceux qui paraissent l'ignorer, que les socialistes français n'ont pour les bonapartistes que le mépris le plus profond. Il est temps d'ailleurs que cette vieille calomnie soit publiquement flétrie par ceux qui tant de fois ont été mis en cause.

Salut et solidarité.

Les membres de la section présents à la séance :

Bélaz. — A Claris. — Otto Denivelle. — L. Denivelle. — E. Desesquelles. — V. Echevet. — Fulquet. — Josselin. — N. Joukowsky. — A. Lafon. — G. Lefrançais. — Jules Montels. — J. Noro. — Emile Ot. — Poirier. — Surugue. — A. Thomachot aîné. — Thomachot jeune.

En insérant cette lettre, nous devons ajouter que l'*Internationale* a donné satisfaction aux légitimes réclamations qui lui ont été faites. Dans son numéro de dimanche dernier, elle a mis de côté sa correspondance parisienne et a inséré une lettre du compagnon Claris, de Genève, qui réfutait les doctrines bonapartistes du correspondant de Paris. Cependant, une déclaration officielle du conseil fédéral belge nous semble encore nécessaire pour clore l'incident à la satisfaction de tous.

Un prolétaire de la science.

Sous ce titre, l'*Internationale* publie une notice nécrologique sur un savant professeur de l'Université libre de Bruxelles, le docteur Lambotte, en la faisant suivre du discours prononcé sur sa tombe par le compagnon De Paepe, docteur en médecine. Nous croyons utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs les principaux passages de ce discours, où De Paepe a très bien montré comment la science indépendante et les revendications populaires peuvent et doivent se donner la main.

« Comme l'industrie, dit l'*Internationale* dans quelques lignes d'introduction, la science a aussi son prolétariat. Celui-ci se compose de toutes ces nobles intelligences qui, parvenues à force de persistance et de travail opiniâtre à s'assimiler la science de notre temps, veulent consacrer exclusivement cette science au bien-être de l'humanité et ont juré de ne jamais faire de leur savoir un instrument entre les mains des exploiters du peuple. Pour ces travailleurs de la science, tout comme pour ceux de l'industrie, s'ils n'ont pas eu la chance de naître riches et s'ils veulent rester honnêtes, sincères, libres et indépendants, la société réserve mille déboires, mille tourments dont le moindre est la pauvreté.

Ces réflexions nous sont suggérées par la mort d'un de ces modestes savants, d'un de ces esprits élevés qui vient de s'éteindre au milieu de nous : nous voulons parler du docteur Lambotte, professeur de l'Université de Bruxelles, à l'inhumation duquel plusieurs de nos amis ont pris part le lundi 20 courant.

Le professeur Lambotte est mort comme il a vécu, en libre penseur. Aussi son enterrement, purement civil, s'est fait au milieu d'une grande affluence d'amis et d'étudiants de l'Université. »

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion au nom des anciens étudiants en sciences naturelles et en médecine, De Paepe a rappelé d'abord les nombreux travaux de Lambotte et les progrès qu'il a fait faire à la science. Puis, parlant de la droiture de son caractère et de la simplicité de ses manières, il a dit :

« Aussi, Lambotte était-il non seulement estimé,

mais réellement aimé, de tous ceux qui l'ont connu et tout particulièrement de ses élèves. Pour ceux-ci, il était plus qu'un professeur : c'était un ami, c'était un père. Je me souviens qu'à l'ouverture d'un de ses cours il termina ainsi sa première leçon : « Mes amis, dit-il en s'adressant à son jeune auditoire, nous allons bien travailler cette année et dans ces études de la nature que nous allons faire ensemble, dans nos causeries scientifiques et dans nos excursions géologiques, je tiens à être votre collaborateur plutôt que votre professeur ; je vous en prie, ne me considérez donc pas comme votre maître, mais comme votre père ou votre ami. Je sais que parmi les étudiants on m'appelle assez généralement le père Lambotte. Eh bien, cette appellation je l'accepterais avec plaisir, si des hommes que je n'aime pas du tout, ne se donnaient également ce titre de père ; le père Lambotte, cela ressemble trop au père Lhomond ou au père Lorient ; franchement, appelez-moi plutôt tout bonnement papa Lambotte. » Pour ceux qui ont connu notre maître chéri, ces simples paroles doivent leur rappeler tout ce qu'il y avait de bon et de dévoué chez cet homme.

(La fin au prochain numéro).

Nouvelles de l'Extérieur.

France.

La crise annoncée pour la rentrée de l'Assemblée a été ajournée par la maladie du comte de Chambord qui, au dernier moment, incertain de la majorité, a lâché ses complices. Mac-Mahon reste au pouvoir, et le provisoire va se prolonger indéfiniment. Cette nouvelle combinaison, que quelques-uns regardent comme le triomphe de la république, nous paraît au contraire tout à l'avantage du bonapartisme. Le moment venu, il suffira à ce parti d'un coup d'Etat militaire et d'un plébiscite pour escamoter le gouvernement.

Toutefois, jusque-là il nous reste encore quelque répit. Espérons que les socialistes français en profiteront pour organiser leurs forces de manière à pouvoir, au jour de la lutte, opposer au coup d'Etat bonapartiste les barricades de la révolution sociale.

Angleterre.

On prévoit de nouveau une grève générale dans les districts houillers. Les propriétaires de mines ont décidé de ne plus embaucher à l'avenir que des ouvriers porteurs d'un certificat régulier du dernier patron pour lequel ils auront travaillé. Le congrès des mineurs à Bristol a énergiquement repoussé cette prétention et a résolu, si la décision des propriétaires n'était pas révoquée, d'y répondre par une grève générale.

Dans le comté de Durham, 40,000 mineurs demandent une augmentation de 20 p. cent.